

Sortir du nucléaire

Spécial campagne de votation

Octobre - Novembre 2016 N°108



Journal d'information

L'INVITÉE

Le risque n'en vaut pas la chandelle

Je me rappelle très bien du printemps 1986, lorsque la catastrophe de Tchernobyl a eu lieu.



Lolita Morena
Comédienne et présentatrice, comité protection suisse des animaux

Le nuage radioactif a survolé la Suisse et de nombreuses recommandations furent émises : pas d'ingestion de lait et de légumes frais pour les femmes enceintes et les enfants en bas âge, les légumes devaient être lavés avec soin, le lait de brebis et le fromage de chèvre du Tessin ou des Grisons étaient déconseillés à la consommation, tout comme les champignons.

Les restrictions en Suisse nous laissaient entrevoir les drames terribles vécus par les populations ukrainiennes et biélorusses : Malformations, décès tragiques et contamination de dizaines de milliers de kilomètres carrés par la radioactivité.

Puis il y a 5 ans, le pire arriva à nouveau. Suite au tremblement de terre et au tsunami, le coeur de la centrale de Fukushima entra en fusion. La zone dû être évacuée et, par chance, le vent soufflait en direction de la mer. Une météo différente aurait condamné Tokyo et ses 34 millions d'habitants...

Région déserte, peuplée des seuls travailleurs du nucléaire et des milliers de sacs noirs remplis de déchets pollués par la radioactivité qui jonchent le sol. 5 ans après, les victimes luttent contre l'oubli.

Ces catastrophes m'ont en tout cas appris une chose : le risque n'en vaut pas la chandelle. Le vieillissement du parc nucléaire en Suisse et en Europe est une véritable menace qui pèse sur nous tous. Pour éviter de nouvelles catastrophes, nous avons la possibilité de décider d'un plan de sortie crédible et ambitieux, comme proposé par l'initiative pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire.

Pour nos enfants, notre environnement et la responsabilité vis à vis des générations futures, je soutiens pleinement cette initiative. Le 27 novembre, votez et faites voter OUI à la sortie programmée du nucléaire !

La sortie du nucléaire est possible !



60 jours seulement nous séparent de la votation sur l'initiative « pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ». Seul au vote le 27 novembre, le débat s'annonce intense et décisif pour la sécurité de la population et l'avenir de la politique énergétique.

Nous connaissons les risques que font peser les centrales nucléaires du pays, les plus vieilles en activité au monde, mais qu'en est-il de la faisabilité d'une transition énergétique ambitieuse ?

L'un des meilleurs moyens de s'en convaincre est de s'intéresser à ce qui se fait déjà dans les cantons romands au niveau du développement des renouvelables et des économies d'énergie.

Il y a moins d'un mois, le canton de Genève annonçait un approvisionnement électrique 100% renouvelable dès 2017. Précurseur en 1986, après avoir introduit un article antinucléaire dans sa Constitution, Genève accélère sa transition et continue à assumer un rôle de pionnier.

Dans le canton de Fribourg, l'accent est mis sur les économies d'énergie. La fondation énergie Fribourg, présidée par l'ancien Conseiller d'État fribourgeois Pascal Corminboeuf - engagé pour la sortie du nucléaire - a développé un ambitieux programme visant à diminuer les consommations des bâtiments publics. Basée sur un système incitatif, elle mise principalement sur l'échange d'information, le partage

d'expériences et la formation pour améliorer l'efficacité énergétique.

En Valais, la question de la rentabilité des barrages secoue le débat politique. Certains exploitants envisagent même de cesser la production par manque de rentabilité. Pour eux, la sortie du nucléaire permettra de désengorger le marché. Sans sortie programmée du nucléaire et sans prise en compte de la qualité de l'électricité dans le calcul de son prix, l'hydraulique va vers un avenir compliqué, alors que son rôle de batterie au coeur de l'Europe en fait une énergie incontournable.

En deux mois, la coopérative citoyenne a récolté 240'000 francs pour construire une centrale solaire de 1000 m2

Au niveau des communes, l'engagement politique en faveur de la transition énergétique est bien là. À Lausanne, les services industriels augmentent constamment la part d'électricité d'origine renouvelable, pour bientôt atteindre les 100%. De nom-

breuses autres villes, comme Yverdon-les-Bains, Lutry ou Biemme annoncent un approvisionnement entièrement renouvelable au 1er janvier 2017.

La ville de Neuchâtel vient elle de dévoiler sa stratégie énergétique jusqu'en 2035 afin d'atteindre la « société à 2000 watts en 2050 ». Basée sur l'exemplarité de la collectivité ainsi que des mesures incitatives, développées de concert avec le parlement des jeunes, cet effort « soutenu et collectif » promet de beaux résultats.

Enfin, nous nous devons de citer l'engagement de nombreux citoyens à travers le pays. Récemment, la coopérative OptimaSolar Fribourg a fait parler d'elle. Le concept est simple : des citoyens investissent dans des panneaux solaires installés sur le toit de bâtiments, souvent des entreprises. Chacun y gagne : les citoyens investissent sur une centrale photovoltaïque plus rentable qu'une installation individuelle et les entreprises se voient elles équipées de panneaux solaires sans devoir dépenser trop d'argent.

Pas étonnant qu'en deux mois seulement, la coopérative ait réussi à récolter les 240'000 francs nécessaires à la construction d'une centrale solaire de 1000 m2 à Givisiez. Un projet à suivre !

Enfin, deux chiffres illustrent bien le potentiel des renouvelables et des économies d'énergie. La quantité de courant qui pourrait être produite par de nouvelles installations d'électricité renouvelable - soit 22 TWh annuels - approche la production des 5 centrales nucléaires suisses et ses 25 TWh. Quand on sait que près de 40'000 projets solaires sont sur une liste d'attente de financement...

En ajoutant à cela le fait que la consommation annuelle de courant pourrait diminuer de 23 TWh en réduisant sérieusement les gaspillages et en améliorant l'efficacité, ainsi en Suisse un potentiel pour remplacer deux fois le nucléaire !

En résumé, les solutions sont là, de nombreux cantons, communes et citoyens s'en saisissent. Mais, pour accélérer la transition énergétique, des mesures politiques fortes sont nécessaires. Une belle occasion se présente le 27 novembre, à nous de saisir cette opportunité unique. Merci de votre engagement au fil des années ! *Le comité SDN*

Dans un peu plus de deux mois, nous avons une opportunité unique de décider d'une sortie échelonnée mais déterminée du nucléaire. Et nous avons une chance importante de gagner !

Les Suisses, en grande majorité, souhaitent davantage de mesures de protection du climat venant de l'État. Le virage énergétique, selon une étude réalisée fin 2014 n'est pas seulement une bonne idée (77%), mais un objectif réalisable (55%).

Le choix du siècle !

D'ailleurs, pour une majorité, protection de l'environnement et prospérité économique semblent compatibles.

De manière générale, la population soutient toutes les mesures de l'État pour la protection de l'environnement, en particulier celles visant à économiser l'énergie et à protéger le sol.

Outre les changements climatiques, la consommation importante de ressources ainsi que le nucléaire sont cités au nombre des problèmes jugés importants. Même les

sympathisants et électeurs des partis de droite se disent préoccupés par les risques de l'énergie nucléaire et les changements climatiques.

En mai 2015 par l'institut GFS-Zürich, nous convainquent que nous pouvons gagner la votation du 27 novembre.

Un succès en Suisse ferait tache d'huile et inciterait d'autres régions ou pays à choisir définitivement la sortie du nucléaire.

C'est dans cette optique que nous sollicitons votre appui. Pour gagner, nous avons besoin de moyens financiers importants

pour financer un tout-ménage partout en Suisse romande et assurer une présence importante dans le débat public face au lobby de l'atome.

Le comité de Sortir du Nucléaire Suisse romande vous prie d'utiliser le bulletin de versement annexé pour participer à cette campagne cruciale.

Chaque don compte, n'attendons pas demain ! Un grand merci pour votre soutien ! *EH*

oui. le 27 novembre à la sortie programmée du nucléaire
sortie-programmee-nucleaire.ch

Merci de nous aider à financer la campagne pour la sortie programmée du nucléaire ! BV inclus

Principaux arguments pour une sortie programmée du nucléaire

Les centrales nucléaires : un danger inacceptable

Depuis les accidents de Tchernobyl et de Fukushima, nous connaissons le danger que représentent les centrales nucléaires et les conséquences effroyables qu'un accident nucléaire peut avoir pour un pays et sa population. À Fukushima, plus de 100'000 personnes sont encore des réfugiés des zones irradiées, logant dans des baraquements provisoires. Le Japon chiffre les dégâts de Fukushima pour son économie à plus de 200 milliards de francs. Autour de Tchernobyl, après 30 ans, 5 millions de personnes vivent dans des zones contaminées et plus de 10'000 km² de terre (le quart de la surface de la Suisse) ne peuvent toujours pas être exploités et ont perdu toute valeur économique. En Suisse, pays densément peuplé, les conséquences seraient encore plus dramatiques. Et l'on sait maintenant que, contrairement aux propos lénifiants du lobby nucléaire, la probabilité d'une catastrophe nucléaire n'est pas nulle : cinq accidents majeurs pour moins de 500 centrales, cela fait plus d'un pour cent de probabilité de catastrophe!

Partiriez-vous en vacances à bord un avion de 45 ans d'âge, sachant qu'un sur cent s'écrase ? Les accidents ne sont pas tous causés par un tsunami, en Suisse nos centrales sont à la merci d'inondations majeures, de tremblements de terre, de ruptures de barrages alpins, d'une défaillance technique (usure des matériaux), d'actes de terrorisme ou d'erreurs humaines...

« Avec Tchernobyl et Fukushima nous avons constaté de fait ce que veut dire jouer avec le feu nucléaire. Cessons ce jeu dangereux et engageons-nous dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables en débloquent immédiatement les 40'000 projets photovoltaïques qui attendent le feu vert de Swissgrid. »

Philippe Roch, ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)

Les plus vieilles centrales nucléaires encore en fonction sur la planète se trouvent en Suisse

La Suisse maintient en activité les plus vieux réacteurs de la planète, malgré Tchernobyl et Fukushima. C'est inquiétant : Beznau 1 et 2, tout comme Mühleberg et Fukushima, ont été construites pour durer 30 ans, et dans les autres pays industrialisés ayant une culture de la sécurité comparable à la nôtre, on arrête les centrales nucléaires après environ 30 ans, alors que Beznau 1 a déjà 47 ans ! Il faut vraiment beaucoup de mauvaise foi et d'arrogance pour prétendre qu'une mise hors service après 45-47 ans est prématurée !

Les centrales nucléaires fonctionnent avec une radioactivité, des pressions et des températures élevées. Cela provoque une forte usure, et nécessite de constants travaux d'entretien. Mais certains éléments essentiels du réacteur, comme la cuve de pression qui contient les barres de combustible, ne peuvent pas être remplacés. D'année en année leur paroi interne est affaiblie par les radiations. Ce qui augmente gravement le risque d'un accident nucléaire majeur.

L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a prié le Parlement d'élaborer une loi plus stricte, permettant d'exiger des mesures de sécurité accrues si les centrales sont exploitées plus de 40 ans. Mais le Conseil national et le Conseil des Etats ont rejeté cette demande. Dès lors la durée de fonctionnement maximale de 45 ans, fixée par l'initiative, s'impose. Elle assure que les centrales nucléaires ne soient pas exploitées jusqu'à la corde. L'initiative empêche aussi que les compagnies propriétaires des centrales fassent durer l'expérience nucléaire dans le seul but de se protéger de la concurrence des énergies renouvelables, décentralisées et le plus souvent hors de leur contrôle. La sécurité de la population et les emplois doivent passer avant les intérêts financiers des grands groupes énergétiques.

Les centrales nucléaires ne sont pas rentables

Contrairement aux coûts de production des énergies renouvelables, en baisse constante, ceux des centrales nucléaires augmentent fortement. Et leur rendement diminue.

L'électricité nucléaire est plus chère que l'électricité hydraulique. En outre les coûts du démantèlement et de l'élimination des déchets radioactifs - pour lesquels les électriciens auraient dû provisionner - sont sous-estimés par les exploitants des centrales. À elles seules, les centrales de Gösgen et Leibstadt nécessitent un milliard d'investissements dans les 5 à 10 prochaines années pour pouvoir continuer à être exploitées. Mais le défaut de provision pour la mise hors service et le démantèlement est encore plus élevé. C'est pourquoi les grands groupes électriques préfèrent investir dans la poursuite d'une exploitation non rentable en espérant une augmentation des prix de vente de l'électricité ou la reprise par l'Etat des frais non amortissables, comme l'ont montré des révélations sur Alpiq en mars 2016.

Dans ces conditions on voit mal comment les propriétaires des centrales pourraient exiger et obtenir des dédommagements pour l'arrêt, pour des raisons de sécurité, de centrales non rentables.

Les centrales nucléaires sont en perte de vitesse

Toutes les centrales nucléaires en construction dépendent de subventions étatiques. La Chine en est un exemple. Mais même là-bas, la croissance des énergies renouvelables dépasse de loin celle du nucléaire. Ailleurs, les projets de centrales nucléaires échouent (Finlande, France), stagnent à l'état de projet ou sont supprimés, et les anciennes centrales sont graduellement arrêtées. Chaque année la croissance des renouvelables dépasse celle du nucléaire.

Les banques et fonds de pension hésitent aussi à investir dans des centrales nucléaires. Principalement du fait des énormes besoins en capitaux, de la longueur du processus de réalisation et des nombreuses incertitudes. Sans le marché des capitaux, c'est aux consommateurs d'électricité et à l'Etat, donc aux contribuables, de payer cash la facture, et d'assumer le risque.

« Aujourd'hui les centrales nucléaires suisses perdent plus de 500 millions par an par rapport au marché de l'électricité, montant que nous finirons par payer. Pour compenser ces pertes, les électriciens envisagent de brader notre patrimoine hydraulique à des fonds étrangers. En sortant du nucléaire, nous contribuerons à sauver l'hydraulique. »

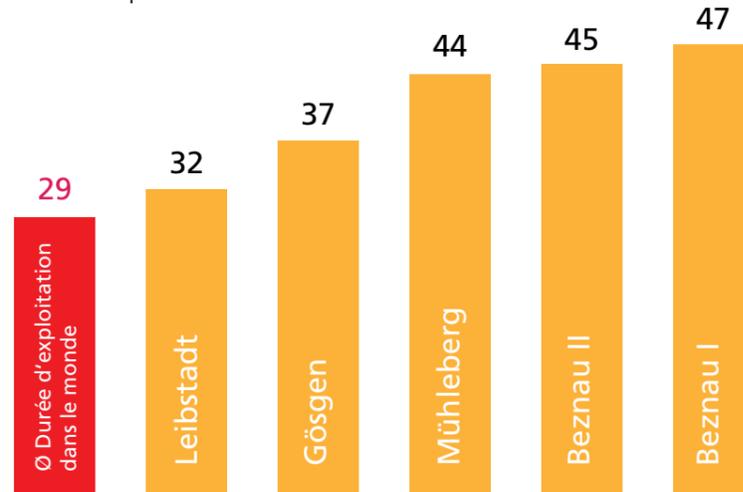
Conseiller national (Verts/VD), ancien syndic de Lausanne

La transition énergétique assure des places de travail et des revenus dans toute la Suisse

La production d'électricité à partir de sources renouvelables nous rend indépendants des pays exportant les sources d'énergies fossiles, dont l'uranium (Niger, Russie) fait partie. La sortie programmée du nucléaire facilite la planification et permet à la Suisse de sortir progressive-

Le plus vieux parc nucléaire au monde se trouve en Suisse

Durée d'exploitation en années



Source: World Nuclear Industry Status Report 2016

Démarrages et arrêts de réacteurs dans le monde

Entre 1954 et le 1er juillet 2016



Source: IAEA-PRIS, MSC, 2016 © Mycle Schneider Consulting

ment du nucléaire grâce aux énergies renouvelables et aux mesures d'efficacité énergétique qui créent des emplois ici, augmentent la sécurité et améliorent la balance des paiements. Elles assurent en particulier de très nombreux emplois dans le développement, le montage et l'exploitation des installations. Contrairement aux centrales nucléaires dont les investissements partent à l'étranger. Sans l'initiative, le jour où les centrales ne fonctionneront plus elles seront fermées (scénario officiel). La Suisse devra alors, dans la précipitation, limiter la consommation ou importer du courant en grandes quantités. Maintenir les centrales en marche est un oreiller de paresse qui empêche la Suisse de moderniser sa production d'électricité.

Excédents et non pas pénurie d'électricité

A ce jour, il n'y a aucune trace de la pénurie d'électricité annoncée depuis des décennies par les électriciens. La couverture de nos futurs besoins en électricité par des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique est possible d'ici 2029 (voire d'ici 2024 selon les scénarios détaillés par Greenpeace).

Même les prudents calculs de l'Office fédéral de l'énergie montrent que la sortie programmée du nucléaire, avec l'arrêt des centrales après 45 ans d'exploitation est possible : L'accroissement de l'efficacité énergétique (potentiel 23 TWh), de l'énergie hydraulique et des nouvelles énergies renouvelables (potentiel 22 TWh) garantissent très largement le remplacement du nucléaire (25 TWh – 22,1 TWh en 2015) et la sécurité de notre approvisionnement.

Et même si le Parlement allait freiner le développement des renouvelables et qu'on devait, pendant quelques années, importer du courant produit par des centrales à gaz à l'étranger – actuellement il y en a une centaine à l'arrêt pour cause de surcapacité de production en Europe – cela serait acceptable vu la diminution des risques et les bienfaits pour notre économie.

Le comité SDN

Journées du cinéma *pour un futur plein d'énergies*



du 6 au 9 octobre
en Suisse romande

PLUS D'INFOS: SORTIE-PROGRAMMEE-NUCLEAIRE.CH/FILMS

oui.

le 27 novembre
à la sortie
programmée
du nucléaire

Nos voisins et le nucléaire

Le lobby nucléaire essaye de nous faire croire que la sortie du nucléaire avant 2030 engagerait la Suisse dans une aventure risquée et solitaire, en réalité les pays qui nous entourent, sauf la France, sortent ou sont sortis du nucléaire depuis des années :

L'Autriche

L'Autriche prévoyait un réacteur à eau bouillante d'une puissance électrique de 730 MW à Zwentendorf. La Construction avait débuté en 1972 pour s'achever en 1977. Mais le peuple a voté en novembre 1978 contre sa mise en service. Depuis 1999 l'interdiction de toute centrale nucléaire est inscrite dans la Constitution autrichienne.

Le renouvelable (biocombustibles/carburants, déchets renouvelables et hydroélectricité) représente environ 68 % de la production d'électricité en Autriche.

L'Italie

À la suite d'un référendum approuvé par 62 % de la population, l'Italie a renoncé à l'utilisation du nucléaire civil en 1987. Les 4 centrales en activité (1 312 MW) ont été progressivement arrêtées dans les années 80. En mai 2008, le gouvernement de Silvio Berlusconi tentait un retour à l'énergie nucléaire projetant la construction d'au moins quatre réacteurs de type EPR en collaboration avec EDF, mais les Italiens, en 2011, ont à nouveau rejeté massivement par référendum le retour du nucléaire dans leur mix énergétique.

Les énergies renouvelables ont produit

38,9 % de l'électricité italienne en 2013, contre 16,1 % en 2005. L'Italie a été pionnière dans l'exploitation de l'hydroélectricité (18 % de son électricité en 2013) et de la géothermie (2 %).

La France

Seule exception parmi nos voisins, la France persiste dans la voie nucléaire. Même si le président s'est engagé à réduire à 50% la part d'électricité nucléaire, alors qu'elle est aujourd'hui d'environ 76%. Cette importance du nucléaire civil était étroitement lié à celle du nucléaire militaire, à une certaine vision gaullienne de la « grandeur de la France ». Aujourd'hui EDF et AREVA essayent de « vendre du nucléaire » dans le monde entier, cf ci-dessous.

L'Allemagne

Dans les années 90, il n'y avait quasiment pas de renouvelables en Allemagne, à part un peu d'hydraulique et de biomasse et 30% d'électricité d'origine nucléaire. En 2015, à peu près un tiers de l'électricité est d'origine renouvelable, et seulement 14,1% nucléaire.

L'année 2015 a été une année de tous les records pour l'électricité en Allemagne : record de production renouvelable, record de production éolienne, record d'exportations...

Notre voisin du nord est en train de réussir son pari de sortir du nucléaire d'ici 2022, sans augmenter ses émissions de CO2 et en créant des centaines de milliers d'emplois dans les renouvelables et l'efficacité énergétique.

CvS

Participez à la campagne !

Seul sujet au menu des votations du 27 novembre prochain, la sortie programmée du nucléaire sera soumise au vote populaire dans moins de deux mois. Cette campagne est historique. À nous de faire la différence, partout où cela est possible : auprès de notre famille, nos ami-e-s et nos connaissances, dans la rue et sur les réseaux sociaux.

La mobilisation s'organise activement. Vous voulez nous aider à faire la différence ? Il suffit de s'inscrire en ligne pour « devenir actif » : www.sortie-programmee-nucleaire.ch

Vous pouvez aussi commander du matériel dès maintenant : envoyez-nous un email à info@sortirdunucleaire.ch ou retournez simplement le formulaire ci-dessous par la poste.

Chaque discussion, chaque flyer, chaque affiche, chaque badge, chaque autocollant vont compter dans cette campagne. Merci de votre engagement !



Hinkley Point, un imbroglio franco-britannique

Dans un article de novembre 2015, nous avons parlé de l'arnaque concoctée par le gouvernement Cameron à l'encontre des intérêts des consommateurs/contribuables britanniques

En effet, le gouvernement s'est stupidement engagé à acheter, pendant 35 ans, le courant nucléaire que les 2 EPR projetés produiraient à 12 cts le kWh, indexés, alors que le prix du marché est de 3ct. Une folie pure. Mais il fallait encore que le Conseil d'Administration (CA) de EDF approuve ce contrat. Le 28 juillet, la décision maintes fois repoussée fut prise, décision précédée d'une démission d'un membre du CA, et obtenue par un vote de 10 voix contre 7. Parmi les opposants figuraient les représentants du personnel, bien que notoirement pro-nucléaires. Les mêmes soucis d'ordre financier qui avaient conduit le directeur financier à démissionner, ont motivé la décision négative des représentants du personnel, qui craignaient rien moins que la ruine de leur entreprise.

C'était sans compter avec le vote Brexit du mois de juin, qui a eu pour conséquence la démission du premier ministre Cameron, bientôt remplacé par Madame May. Le soir même de la décision du CA de EDF, le gouvernement du Royaume-Uni annonçait qu'il souhaitait se donner un temps de réflexion avant de donner le feu vert définitif au démarrage du projet Hinkley Point. Parmi les raisons invoquées, le risque que représente la participation financière chinoise à ce projet. Ne serait-ce là qu'une manœuvre pour s'extraire de cette affaire suicidaire?

A G E N D A

Stands de campagne

En octobre et novembre, stands et distributions sont prévues partout en Suisse romande.

Indispensables pour compenser l'infériorité de nos moyens financiers !

Annoncez-vous pour y participer au 079 922 63 31 ou par email à info@sortirdunucleaire.ch



Festival du film « plein d'énergies »

Projections dans les villes romandes
Du 6 au 9 octobre 2016
www.sortie-programmee-nucleaire.ch/films

Sortie annuelle de SDN

Visite de l'éolienne de Charrat (VS)
Samedi 8 octobre, dès 9h
Infos & inscription : info@sortirdunucleaire.ch



Je participe !

Coupon à renvoyer à :
Sortir du nucléaire
CP 9 1211 Genève 7
ou: <http://tinyurl.com/contactsdn>

Contactez-moi, je désire : (commandes gratuites)

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal
 Commander ___ autocollants et ___ badges « Oui. à la sortie programmée »
 Commander ___ flyers et ___ préservatifs « Vas-y chéri, dis OUI ! »
 Commander ___ exemplaires de ce journal de campagne

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____



Impressum

Éditeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS
Fichier: Anouk Zosso, Imprimerie: ROPRESS,
Mise sous pli: TRAJETS.
Ont collaboré à ce numéro : Erica Hennequin;
Lolita Morena; Ilias Panchard (coordination);
Eric Peytremann; Christian van Singer, Anouk
Zosso. Image P1: Greenpeace / Anouk van Asperen.
Tirage: 8'000 ex., Imprimé avec du courant
100% renouvelable, Papier 100% recyclé
CyclusOffset.

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 079 922 63 31
CCP 10-19179-8